



PREFET DE LA LOIRE

ARRETE N°477-DDPP-18

portant modificatif à l'arrêté n°439- DDPP-18 du 6 novembre 2018



Le préfet de la Loire

VU le code de l'environnement, notamment le titre I de son livre V ;

VU les décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 18-50 du 28 septembre 2018 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice départementale de la protection des populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 381/DDPP/18 du 2 octobre 2018 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 modifié, complété par l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2011, réglementant les activités exercées par la société ARNAUD DEMOLITION sur le territoire de la commune de LA TALAUDIERE (42350) – 370 rue Albert Camus Z.I. La Chazotte ;

VU l'arrêté préfectoral n°439- DDPP-18 du 6 novembre 2018,

VU le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 4 décembre 2018,

CONSIDÉRANT qu'il a lieu d'apporter un rectificatif aux dispositions de l'arrêté n°439-DDPP-18 du 6 novembre 2018

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

ARRETE

Article 1

La société ARNAUD DEMOLITION est tenue de respecter strictement les prescriptions suivantes relatives à l'exploitation de son établissement situé 370 rue Albert Camus, Z.I. Molina la Chazotte sur la commune de LA TALAUDIERE (42350).

Article 2

Le tableau de classement des activités figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2018 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique (activité)	Désignation des installations/ Volume autorisé	Régime A, E, DC ou D
2718.1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	Amiante : 45t Piles et accumulateurs : 1t	A

2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : Supérieure ou égale à 10 t/j</p>	<p>Bois, papier, carton : 50 t/j Métaux et alliages : 400t/j Gravats et bétons : 350t/j</p>	A
2712.1	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²</p>	5700 m ²	E
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant: Supérieure ou égale à 1000 m²</p>	35 000 m ²	E
2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : Supérieur ou égal à 1000 m³</p>	3 000 m ³	E
2711	<p>Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 200 m³</p>	Volume susceptible d'être entreposé : 180 m ³	DC
4725.2	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 8t	D
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	Volume équivalent annuel inférieur à 100 m ³	NC
2663.2	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	Volume susceptible d'être stocké : 200 m ³	NC
2920	<p>Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW</p>	30 kW	NC
2930.1	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : la surface de</p>	1000 m ²	NC

	l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5000 m ²		
4330	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée¹.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p>	Quantité susceptible d'être présente : <1t	NC
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	Quantité susceptible d'être présente : <1t	NC
4719	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t</p>	Quantité totale susceptible d'être présente : 10 kg	NC

A : autorisation – E : enregistrement – DC : déclaration contrôlée – NC : non classée

Article 3

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Loire, madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, madame la directrice départementale de la protection des populations et monsieur le maire de LA TALAUDIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie, où tout intéressé aura le droit d'en

prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le - 7 DEC. 2018

 **Patrick RUBI**
Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- société ARNAUD DEMOLITION
370, rue Albert Camus
Z.I. Molina La Chazotte
42350 LA TALAUDIERE

- Monsieur le maire de LA TALAUDIERE

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Unité
interdépartementale Loire Haute-Loire - Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono